

*Lettre ouverte de Jean Louis Destans*

## **"Les conditions d'accueil, de scolarisation, d'apprentissage et d'orientation des élèves eurois se dégradent inexorablement"**

**Depuis 5 années de Présidence de Nicolas Sarkozy, 80 000 postes d'enseignants auront été supprimés au nom de la sacro-sainte Révision Générale des Politiques et du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Pour la rentrée prochaine, ce sont 14 000 suppressions supplémentaires qui sont annoncées. Derrière ces chiffres fixés de manière arbitraire dans un ministère, ce sont bien les conditions d'accueil, de scolarisation, d'apprentissage et d'orientation de chaque élève qui se dégradent inexorablement à chaque rentrée.**

Dans l'Eure, alors que nous compterons 420 élèves de plus dans le primaire à la rentrée 2012, le gouvernement annonce d'ores et déjà 36 suppressions de postes. Il faut y ajouter les 13 suppressions de postes annoncées dans les collèges alors que les prévisions font état de 300 élèves supplémentaires. Cette entreprise de destruction méthodique de l'école publique, poursuivie envers et contre tout, est une aberration. Elle menace et hypothèque l'avenir des jeunes Eurois.

Notre prochain Conseil départemental de l'Education nationale (CDEN) se tient le 21 février. Cette instance à vocation à préparer la rentrée scolaire et répartir les moyens de l'éducation nationale sur l'ensemble du territoire. De moyens, il ne sera malheureusement pas question puisqu'il s'agira uniquement de répartir les 49 suppressions de postes annoncées. La question qui sera posée à l'ensemble des membres du CDEN sera donc de savoir "qui sacrifier, quels élèves, quels territoires" avec le risque avéré d'accroître les inégalités.

Avec mes collègues de la majorité départementale, je refuse de cautionner un exercice qui réduit l'Education nationale à une simple variable d'ajustement comptable et qui va à l'encontre de toute ambition éducative, aussi modeste soit-elle. Faut-il rappeler que la France est le 3<sup>ème</sup> pays de l'Union européenne qui compte le plus d'élèves par classe dans le primaire ?

Les jeunes Eurois méritent mieux que la logique de restrictions dans laquelle le Gouvernement veut enfermer l'ensemble de la communauté éducative. Ses coups de serpe dans les effectifs ne répondent à aucun autre impératif que celui du chiffre pour le chiffre, de l'économie budgétaire pour l'économie budgétaire, quelles que soient les conséquences. A travers le dogme de la RGPP, il veut nous contraindre à ne voir dans l'Education nationale qu'une dépense. Avec les associations de parents d'élèves, les syndicats d'enseignants, les conseillers départementaux d'éducation nationale et les élus, nous considérons qu'il s'agit avant tout d'un investissement précieux et indispensable pour l'avenir.

Lors du CDEN, nous demanderons ensemble le maintien des dotations horaires. C'est bien le minimum lorsque le nombre d'élèves augmente. Je le ferai avec d'autant plus de force que le Département a fait de l'éducation l'une de ses principales priorités, que ce soit à travers le programme pluriannuel d'investissement dans les collèges, d'un montant de 276 M€, les projets pédagogiques soutenus à hauteur de 400 000 € pour la seule année scolaire 2011/2012 ou encore le plan de généralisation des espaces numériques de travail (ENT) d'ici 2014.

Je ne peux me résoudre à ce paradoxe qui verrait les établissements scolaires eurois de mieux en mieux équipés grâce à l'effort des collectivités territoriales et du Département, mais vidés de l'essentiel : les enseignants et encadrants.

Jean Louis Destans  
Président du Conseil général de l'Eure